

Direction de Capitale culturelle nommée Vers un réseau tarifaire valaisan

La Chaux-de-Fonds ► L'association La Chaux-de-Fonds Capitale culturelle suisse 2027 a nommé les deux personnes qui seront à la tête de la manifestation. Il s'agit de Simone Töndury, qui s'occupera de la direction artistique, et d'Olivier Schinz, qui prendra la direction exécutive.

En tant que directrice artistique, Simone Töndury, spécialiste des arts vivants, aura la charge de garantir la qualité et la diversité des propositions culturelles de la manifestation, a indiqué hier l'association. Elle est actuellement programmatrice arts vivants à la Bâtie-Festival de Genève.

D'origine grisonne, quadrilingue, engagée auprès d'artistes et de compagnies indépendantes suisses depuis plus de vingt ans, Simone Töndury a également assuré la programmation arts vivants du Festival de la Cité à Lausanne entre 2014 et 2021. Elle apparaît comme «solide-

ment ancrée dans le paysage culturel helvétique».

«La Chaux-de-Fonds est une ville reconnue pour ses artistes et acteurs culturels ainsi que pour ses institutions prestigieuses. Je suis curieuse de découvrir cette ville et ses habitants et de mettre mes compétences et mon réseau au service de cette ambitieuse manifestation», a déclaré la nouvelle directrice artistique.

Quant à Olivier Schinz, il transformera dans les prochains mois sa mission de chargé de projet entamée en 2021 en devenant le directeur exécutif de l'événement. Anthropologue de formation, il a acquis pour sa part plus de vingt ans d'expérience dans le milieu de la muséographie et du patrimoine.

Olivier Schinz a fonctionné auparavant comme conservateur adjoint au Musée d'ethnographie de Neuchâtel. «Le travail à fournir pour que

nous soyons prêts à recevoir le million de visiteurs attendus en 2027 est immense, mais il est à la hauteur de l'enthousiasme qui porte la région», s'est-il réjoui, cité dans le communiqué.

Ces prochains mois encore, l'association présidée par Jean Studer annoncera sa nouvelle composition ainsi que son organisation revue, afin d'être pleinement fonctionnelle à l'automne. Elle se dit d'ores et déjà contente des nominations annoncées hier, qui «sont gages de continuité du projet comme de qualité artistique et d'ouverture».

La période sera «cruciale», dans la mesure où les législatifs communaux et cantonaux devront voter les demandes de crédit relatives à Capitale culturelle suisse, rappelle l'association. De leur côté, les Chambres fédérales se prononceront sur le message culture qui reconnaît le programme Capitale culturelle suisse. **ATS**

Transports publics ► Le Grand Conseil valaisan veut faciliter la création d'une communauté tarifaire pour l'utilisation des transports publics au sein du canton. Il a chargé hier le Conseil d'Etat, via un postulat, de réfléchir à une solution allant dans ce sens.

Ce genre de réseau est «très avantageux pour les usagers et les touristes, par leurs tarifs et surtout grâce à un billet unique valable avec toutes les sociétés de transports publics», relève le postulat issu des rangs de l'UDC, du PS, du Centre et des Vert-es. Les intérêts de communautés tarifaires sont «indéniables» parce qu'elles permettent «plus d'aisance et moins de complications», tout en encourageant l'utilisation des transports publics.

Par 107 voix contre 20, le parlement a suivi. Le postulat a été transmis au Conseil d'Etat pour réponse.

Le Centre du Haut-Valais était contre. En 2003, une étude a conclu que l'introduction d'une communauté tarifaire en

Valais n'était pas judicieuse, car elle comprendrait plus de 100 zones différentes et perdrait les usagers et usagers, a détaillé la formation pour qui l'idée est «disproportionnée et plus d'actualité, au vu des outils développés par les CFF». De plus, la Confédération ne soutient plus ce genre de projet, et le Valais devrait donc en soutenir seul les coûts, a-t-elle argué.

Le canton de Vaud a développé une communauté tarifaire de plus de 100 zones sur ses 300 communes, a néanmoins illustré le PS. Et de rappeler que le Valais est le seul canton romand à ne pas disposer d'un tel réseau.

Il s'agit aussi de «mettre autour d'une table les acteurs transports publics. Il y a actuellement beaucoup de projets d'agglomération et chacun est en train de réfléchir à son petit système», a abondé l'UDC. Si le canton ne «prend pas les devants, on risque de se retrouver avec des systèmes différents pour aller de Martigny à Sion». **ATS**

A Lausanne, une exposition retrace les 50 ans des Magasins du monde, ces boutiques tenues en Suisse par des bénévoles qui changent le quotidien des petits producteurs dans les pays du Sud

Jubilé pour un commerce équitable

CHRISTOPHE KOESSLER AVEC ATS

Coopération ► Il y a 50 ans, les Magasins du monde (Mdm) ont vu le jour pour promouvoir un commerce plus juste, qui a pris par la suite le nom de «commerce équitable». Une exposition retrace leur histoire jusqu'au 25 mai à l'Hôtel-de-Ville de Lausanne. En 1974, le mouvement est né dans le but de dénoncer les pratiques commerciales de l'époque et de montrer qu'une relation plus équitable avec les producteurs du Sud était possible et nécessaire. Cinquante ans plus tard, le modèle défendu par les Mdm reste pertinent, a rappelé hier Lara Baranzini, coordonnatrice de l'association romande des Magasins du monde.

Rôle pionnier

Les Mdm ont joué un rôle important dans le lancement du label Max Havelaar, qui a ouvert la voie à une démocratisation du commerce équitable. Depuis lors, ce dernier s'est développé à l'intérieur et à l'extérieur des circuits commerciaux traditionnels. Mais ces multiples labels s'avèrent plus ou moins fiables, certains n'étant vérifiés par aucune instance extérieure, note M^{me} Baranzini. Même Fairtrade Max Havelaar, qui a des instances de contrôles sérieuses, a fait plus récemment l'objet de nombreuses critiques pour son impact parfois limité sur les conditions d'existence des paysans pauvres en raison du prix trop bas payé aux producteurs, avait rapporté *Le Courrier* (lire notre édition du 29 août 2019). Les Magasins du monde s'inscrivent dans la filière intégrée du commerce équitable. «C'est un modèle où chaque acteur, de la coopérative de producteurs aux magasins, est spécialisé dans le commerce équitable, a expliqué M^{me} Baranzini. Ces organisations respectent non seulement les 10 principes du commerce équitable, mais aussi des règles de gestion qui en



En Suisse romande, les Magasins du monde comptent 35 magasins et plus de 700 bénévoles. JPDS

font des structures de l'économie sociale et solidaire.»

Les Mdm rappellent qu'en 1977 déjà ils prônaient la valorisation des sacs de course en jute à la place du plastique. En 1995, ils dénonçaient l'arrivée de l'huile de palme dans la fabrication du chocolat. Aujourd'hui, le mouvement élargit sa réflexion au commerce local, certains magasins vendant des produits agricoles de la région ou servant de relais pour des paniers de fruits et légumes de l'agriculture contractuelle de proximité. «Notre mouvement voudrait formaliser davantage cet aspect», a indiqué M^{me} Baranzini.

Cette année de jubilé sera marquée par plusieurs événements, dont l'exposition «Autrement depuis 50 ans», organisée en plein centre-ville. Celle-ci explique le fonctionne-

ment bénévole des Mdm et détaille certains projets soutenus de longue date en Tanzanie (café) ou en Bolivie (cacao), par exemple. Des producteurs viendront témoigner de la réalité de ce partenariat.

Lara Baranzini

ment bénévole des Mdm et détaille certains projets soutenus de longue date en Tanzanie (café) ou en Bolivie (cacao), par exemple. Des producteurs viendront témoigner de la réalité de ce partenariat.

Transformer dans les pays du Sud

En Suisse romande, les Mdm comptent 35 magasins et plus de 700 bénévoles. Il existe en outre 11 Botteghe tessinoises ainsi que des magasins claro en Suisse alémanique. L'entreprise claro est aussi l'un des principaux fournisseurs de Magasins du monde, en chocolat et en café notamment. Elle était invitée à l'inauguration de l'exposition. Sa directrice, Marie-Claire Pellerin, a rappelé l'esprit de cette société anonyme suisse: «Un des objectifs de claro est

d'augmenter la valeur ajoutée sur place afin d'atteindre une véritable décolonialisation. Claro importe du chocolat et du café transformés directement dans les pays d'origine des matières premières du Sud. Cette philosophie permet de véritablement mettre en place un progrès économique-social, tout en gardant un regard pointu sur la qualité du produit et l'écologie agricole.»

Claro s'engage aussi au-delà de l'activité commerciale: «Le fonds de soutien aux producteurs participe à des investissements à long terme et fournit des conseils, par exemple pour la conversion à l'agriculture biologique ou la construction d'infrastructures.» Et de donner l'exemple de son partenaire bolivien El Ceibo depuis 1985. «Plus de 1200 familles de petits pay-

sans y travaillent dans la culture du cacao ou dans sa transformation. Avec le soutien de claro et d'autres partenaires européens, la coopérative assure à ses membres un revenu équitable à long terme. Les primes sont versées à l'infrastructure commune de fermentation des fèves de cacao ou sont utilisées pour la construction d'une fabrique locale de chocolat. Tous les enfants des familles de producteurs vont à l'école et ceux qui le souhaitent peuvent aller à l'université», assure M^{me} Pellerin.

Aujourd'hui, Claro réalise un chiffre d'affaires d'environ 12 millions de francs. Du vrai commerce équitable, mais qui reste limité à un modeste marché de niche. A titre de comparaison, celui de Fairtrade Max Havelaar a atteint 970 millions de francs. **I**